

26 avril 2015 - Place de Montreuil.fr Par Patrick Petitjean

C'est à une manifestation originale qu'Alain Rousset appelle le 7 mai au Conseil régional d'Aquitaine, dont il est Président : demander au Gouvernement de passer outre l'avis négatif rendu par la commission d'enquête publique concernant la construction d'une double ligne LGV (dite GPSO), l'une jusqu'à Toulouse, et l'autre jusqu'à Dax (en attendant un très hypothétique prolongement supplémentaire jusqu'en Espagne).

A Notre-Dame des Landes et ailleurs, les ministres, Valls en tête, proclament que les enquêtes publiques s'étant déroulé légalement, et ayant conclu à l'intérêt public des projets, la démocratie était passée, et les contestations n'avaient plus lieu d'être.

C'est ce qui rend originale la mobilisation des élus socialistes et de droite en faveur d'un projet de lignes TGV pour lequel les conclusions de l'enquête publique sont très négatives. Nous sommes à fronts renversés, et Alain Rousset prend à contre-pied les travaux de la commission sur la « démocratisation du dialogue environnemental », mise en place par François Hollande à la suite de la mort de Rémi Fraisse à Sivens.

Le GPSO est d'inutilité publique

L'avis négatif de la commission d'enquête publique sur la LGV a été rendu fin mars. Il reprend, en particulier, les critiques faites par les associations de défense de l'environnement, y compris celles sur l'impact économique négatif du projet. Il faut dire que ces critiques étaient très largement partagées, et que seuls quelques illuminés, nostalgiques d'un ordre ancien, défendent ce projet. Vu le coût prévisible, cette LGV s'adresserait à des usagers « haut de gamme » (à l'instar des projets touristiques défendus en Aquitaine), reléguant le voyageur commun à des autocars ou des TER.

Les Amis de la Terre (Landes) ont publié [ici](#) un commentaire et les liens pour télécharger tous les documents des conclusions de l'enquête publique

Démocratiser le dialogue environnemental

Après la mort de Rémi Fraisse à Sivens, François Hollande avait promis de réformer la démocratie participative en matière d'environnement, et en particulier les enquêtes publiques. Pour ce faire, il a constitué une commission, qui tient différentes auditions depuis janvier.

Le collectif de sauvegarde du Teste a publié sur son site, [ici](#), un compte rendu des auditions des associations anti GP2, les propositions de ses associations (une bonne source d'inspiration pour des propositions locales), en plus d'une présentation des missions de cette commission.

Manifester pour un GP2 contre la démocratie

La réalité jette une lumière crue sur les pratiques de certains de nos élus. L'enquête publique sur la LGV était officiellement un bel exercice de démocratie... avant même que la commission « Hollande » ne rende son rapport pour « démocratiser le dialogue environnemental ».

A la suite de l'avis négatif pour le GP2, comment pensez-vous que les présidents socialistes des régions de Bordeaux (Alain Rousset) et Toulouse (Martin Malvy) ont réagi ? Ils ont demandé à leur compère landais, Alain Vidalies, ministre des transports, de ne pas tenir compte de l'avis de la commission d'enquête, et de construire quand même la LGV.

La maire (Modem) de Mont de Marsan va évidemment dans le même sens, malgré toutes les études qui montrent que la LGV favorise les grandes métropoles au détriment des villes moyennes.

Mieux, ils appellent à manifester le 7 mai devant le conseil régional à Bordeaux pour exiger le non respect d'une procédure démocratique et la construction absurde de la LGV... C'est bien parti pour la démocratisation du dialogue environnemental.

Ci-après, l'appel du président de la région Aquitaine, en date du 22 avril

Le Président

Madame, Monsieur,

L'avis défavorable de la commission d'enquête publique pour les projets de lignes nouvelles à grande vitesse Bordeaux-Toulouse, Bordeaux-Dax et les aménagements ferroviaires au nord de Toulouse, a suscité un vif émoi.

Or, le Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest est majeur.

C'est ce projet d'aménagement qui façonnera nos territoires du XXI^e siècle.

Pour que le grand Sud-Ouest ne demeure pas abandonné par la grande vitesse ferroviaire, indispensable à l'attractivité et à la compétitivité de nos territoires, je vous invite à participer à une grande manifestation de soutien au Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest :

Le jeudi 7 mai 2015 à 10h00

A l'Hôtel de Région

14 rue François de Sourdis à Bordeaux

Mobilisons-nous tous ensemble!

Alain ROUSSET

?